

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 21 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **STOP !**
- 2) **L'accident mortel ??!?**
- 3) **Les astuces de Sarko**
- 4) **Sa plus grosse gamelle**
- 5) **Une bonne volonté**
- 6) **Maintenant voyons les...**

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Deneuve, Binoche, Biolay... Une soixantaine de personnalités disent "stop au Hollande-bashing!"



(montage Reuters)

"Dès le départ, François Hollande a fait face à un incroyable procès en illégitimité. Ce dénigrement permanent met à mal toutes les institutions de la République et la fonction présidentielle.

Il perdure encore aujourd'hui malgré la stature d'homme d'État que François Hollande a parfaitement incarnée, tant dans les crises internationales que lors des épouvantables tragédies que notre pays a traversées.

C'est comme si, en quatre ans, on n'avait jamais entendu parler ni retenu tout ce qui a été accompli, systématiquement effacé par ce Hollande-bashing : les créations de postes dans l'Éducation nationale, l'alignement du traitement des instituteurs sur celui des professeurs, l'augmentation du nombre de policiers et de magistrats, les emplois d'avenir, la garantie jeunes, le soutien à l'apprentissage, le compte personnel de formation, le compte pénibilité, la complémentaire santé pour tous, la généralisation du tiers payant, la prime d'activité, la retraite à 60 ans pour les carrières longues, la refondation de l'école, les droits rechargeables à l'assurance-chômage, le mariage pour tous, la sanctuarisation du budget de la culture, le renforcement de l'égalité professionnelle hommes-femmes, l'extension de la parité dans les conseils départementaux, le remboursement complet de l'IVG et de la contraception, une meilleure protection des femmes contre le harcèlement sexuel, la mise en œuvre concrète de la transition énergétique, le non-cumul des mandats, etc., etc.

PREMIERS SIGNATAIRES : Agnès B., Catherine Deneuve, Benjamin Biolay, Juliette Binoche, Denis Podalydès, Irène Jacob, Sylvie Testud, Laure Adler, Patrick Chesnais, Gérard Darmon, François Marthouret, Dominique Besnehard, Jean-Michel Ribes, Mazarine Pingeot, Claudine Nougaret et Raymond Depardon, Andrée Zana Murat et Bernard Murat, Michel Rotman, Patrick Pelloux, Laurent Davenas, Gilles Achache, Gabriel Gautier, Marie d'Ouinç, Bruno Masure, Dany Dan - Melopheelo - Zoxea, Layla Metssitane, Touria Benzari, Emilie Chesnais Laurent Hébert, Bertrand Van Effenterre, Anna Medvecsky, Gaëlle Bayssière, Fethi Benslama, Pierre Douglas, Rachid Benzine, David Kodsi, Florence Muracciole, Stéphane Distinguin, Jean Minondo, Yohann Diniz, Jean-Philippe Derosier, Sakina M'sa, Éric Dussart, Évelyne Schapira, Philippe Lemoine, Nicole Baldet, Anne Bayeray, Rachel Khan, Michel Cantal-Dupart, Anne-Carole Denès, Yves Denès, Gerard Cicurel, Gisela Blanc, Mathieu Sapin, Françoise Huguier, Édouard

Brézin, Julie Saavedra, Alex Menu, Pierre-Emmanuel Guigo, Jean-Philippe Derosier, Leïla Grison, Alexandre Leroy, C215, Dominique Miller, Christian Zerbib, Christiane Hessel...

Rédaction - leJDD.fr

leJDD

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Alessandra Sublet, l'accident industriel d'Europe 1

Par Enguérand Renault



Alexandra Sublet Crédits photo : Briquet Nicolas /ABACA

«La Cour des grands» du 16-18 heures a encore divisé son audience par deux. Cela a des conséquences sur la tranche d'information du 18-20 heures.

La case de l'après midi, de 16 heures à 18 heures est maudite sur Europe 1. Depuis le départ de Laurent Ruquier en septembre 2014, la station n'a pas réussi à trouver la parade. Cyril Hanouna a tenté de prendre la relais. Mais après deux saisons, il avait divisé l'audience de la case par deux à moins de 500.000 auditeurs, quand

Laurent Ruquier en attirait 1 million. D'un commun accord, Europe 1 et Cyril Hanouna ont fait le constat qu'il fallait changer.

Europe 1 était confiant, le remplacement de Cyril Hanouna par Alessandra Sublet ne pouvait que bien se passer. Il était impensable qu'elle fasse moins bien. Eh bien si! «La Cour des grands», l'émission mise en onde depuis septembre 2016 a encore divisé son audience par deux. Alessandra Sublet ne réunit que 236.000 auditeurs au quart d'heure moyen. À cette heure-là, Europe 1 est désormais 14ème radio nationale. La comparaison avec Laurent Ruquier et ses Grosses Têtes sur RTL est impressionnante. Il réunit 1,2 million d'auditeurs, soit cinq fois plus que sa consœur.

Cet échec a de lourdes conséquences sur la tranche d'information du 18-20 heures, le dernier grand carrefour d'audience de la journée pour les radios. Nicolas Poincaré, qui reprend l'antenne après Alessandra Sublet, voit son audience chuter. Au quart d'heure moyen, il réunit 281.000 auditeurs. Ses concurrents Marc-Olivier Fogiel sur RTL et Nicolas Demorand sur France Inter en profitent. Le 18-20 heures de France Inter gagne 2%, à 784.000 auditeurs en moyenne, et la tranche de RTL progresse de 11%, à 629.000 auditeurs.



Enguérand Renault journaliste -

LE FIGARO · fr

III) Toutes les techniques de Nicolas Sarkozy pour esquiver les questions gênantes

Robin Panfli

Pour se débarrasser des sujets qui l'embarrassent, Nicolas Sarkozy dispose de quelques techniques imparables.

«Quelle indignité, commence Nicolas Sarkozy. Nous sommes sur le service public. Vous n'avez pas honte de donner écho à un homme qui a fait de la prison?». Voilà la cinglante réponse retournée à David Pujadas, coanimateur du dernier débat de la primaire de la droite pour l'élection présidentielle, le 17 novembre 2016.

Le journaliste de France 2 l'interrogeait sur les récentes déclarations de Ziad Takkiedine à propos d'un financement de la campagne de 2007 grâce à de l'argent liquide arrivé de Libye. «C'est une honte», finit-il. Et le tour est joué. Fin du match. Question suivante, s'il vous plaît.

Fort de la longue carrière politique qui le précède, Nicolas Sarkozy est ce que l'on peut appeler un grand habitué des plateaux de télévision. Pour l'ancien président de la République et candidat à la prochaine présidentielle, les joutes verbales contre ses différents adversaires politiques, mais surtout contre les journalistes chargés de l'interviewer, ne tournent que rarement à son désavantage.

Pour mettre en défaut son interlocuteur, notamment lorsqu'il se lance dans une question embarrassante, Nicolas Sarkozy a plus d'un tour dans son sac: feindre l'incompréhension ou la stupéfaction, comme face à David Pujadas qui l'interrogeait sur l'intervention en Libye; jouer sur l'humour ou faire une plaisanterie; prendre pour cible un journaliste ou les médias en général...

En vidéo, nous avons donc compilé plusieurs séquences –dont certaines devenues classiques avec le temps– mettant en avant cette subtile stratégie de l'évitement et les différentes techniques auxquelles Nicolas Sarkozy a régulièrement recours pour éviter les sujets et les questions qui l'embarrassent le plus. Et il y en a, du financement de sa campagne en 2007, à sa nouvelle candidature en 2012, en passant par la perte du triple A la même année.

<https://youtu.be/aVeaLGuHSF0>



Par Robin Panfli Journaliste

IV) Primaire de droite : Neuilly, Paca... les pires gamelles de Nicolas Sarkozy



Nicolas Sarkozy, lors de son discours de défaite le 20 novembre 2016. (IAN LANGSDON/POOL AFP)

Le calice jusqu'à la lie : l'ancien président est non seulement battu dans son fief des Hauts-de-Seine, mais littéralement écrasé dans tout l'ouest de la France.

L'Obs

Un cauchemar. Éliminé dès le premier tour de la primaire de la droite, condamné à une nouvelle retraite politique deux ans après son retour en fanfare, l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, qui se dirige vers un score final proche des 20%, a collectionné les camouflets électoraux dimanche soir, n'arrivant en tête que dans quatre départements... Suprême ironie du sort : il recueille plus de deux fois moins de voix

que François Fillon, son ancien Premier ministre qu'il traitait naguère de simple "collaborateur".

Outre la Corse et une poignée de territoires d'outre-mer, l'ex-chef de l'Etat est battu partout, et parfois humilié. La région Paca, qui lui était promise, ne lui a apporté que des déboires : battu à Nice, la ville de son lieutenant Christian Estrosi, il arrive 7 points derrière François Fillon au niveau départemental dans les Alpes-Maritimes, fief de son porte-parole Eric Ciotti. Il accuse aussi 12 points de retard dans le Var, 17 dans le Vaucluse... Dans les Hauts-de-Seine, sa terre d'élection, Nicolas Sarkozy est encore plus largement battu. Il n'arrive que troisième, avec 14,9% des voix. François Fillon rafle 46,5% des suffrages dans ce département.



Mediapart @mediapart
 #PrimaireDroite Nicolas Sarkozy en troisième position dans son ancien fief des Hauts-de-Seine
<http://mdpt.fr/2g8xi0d>
 9:57 PM - 20 Nov 2016

L'ancien maire de Neuilly est même battu dans sa ville. C'est François Fillon qui arrive en tête dans tous les bureaux de vote, indique Louis Moulin, journaliste au "Parisien", sur son compte Twitter. Nicolas Sarkozy est aussi battu à Levallois-Perret, la ville de son grand ami Patrick Balkany, avec seulement 20% des voix.



Louis Moulin @louismoulin
 Ce premier tour de la primaire de droite a aussi connu son lot de couacs dans les Hauts-de-Seine <http://l.leparisien.fr/s/KNVX>



Louis Moulin @louismoulin
 A Levallois-Perret, Sarkozy est largement battu : il fait 20% contre 26% pour Juppé et 47% pour Fillon. Même en son fief, le roi est nu.

(41,9%) et Alain Juppé (36,8%). Signe du désamour profond de la "droite tradi", Nicolas Sarkozy ne décolle pas non plus dans les Yvelines (14,1%) et les Hauts-de-Seine (14,9%), qui offrent un plébiscite à François Fillon.

La Bretagne n'a pas été tendre non plus avec l'ex-chef de l'Etat : 16,1% dans les Côtes-d'Armor, 15,6% dans le Morbihan, 14,8% dans le Finistère, 13,9% en Ile-et-Vilaine. C'est pire encore dans les Pays-de-la-Loire : citons la Loire-Atlantique (13,2%), le Maine-et-Loire (12,5%) ou la Mayenne (11,6%).

C'est sans surprise enfin que l'on a vu la Corrèze, terre d'élection de Jacques Chirac, se détourner de Nicolas Sarkozy (16,7%). Le département a été l'un des rares à s'offrir à Alain Juppé, qui y avait fait campagne en compagnie de la fille de l'ancien chef de l'Etat, Claude Chirac.

Baptiste Legrand et Timothée Vilars

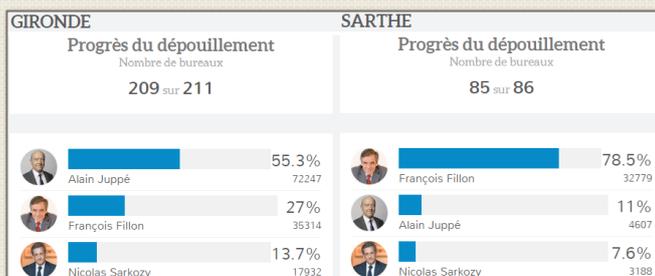
3e dans 71 départements

Nicolas Sarkozy ne remporte que quatre départements, tous insulaires : la Haute-Corse (48,9%) et la Corse-du-Sud (39,3%) ainsi que La Réunion (44,8%) et Mayotte (79,5%). Faibles consolations, il arrive également en tête à Saint-Martin et en Nouvelle-Calédonie. Il est deuxième dans 26 départements, et troisième dans 71 autres.

L'ancien président de la République réalise certains de ses scores les plus faméliques sur les terres de ses adversaires : 13,7% en Gironde, où le maire de Bordeaux Alain Juppé remporte 55,3% des suffrages, et même 7,6% dans la Sarthe, où François Fillon réalise un score de dictateur (78,5%).



tempsreel.nouvelobs.com



LAPRESSEENREVUE.EU

Les pires gamelles dans l'ouest

A Paris, où l'on attendait certes une mobilisation des électeurs de gauche pour lui faire barrage, Nicolas Sarkozy est laminé : après dépouillement de 90% des bureaux, il ne recueille que 13,7% des voix dans la capitale, loin derrière François Fillon

V) Clémentine Autain : « Nous voulons mener la campagne de Jean-Luc Mélenchon dans un cadre commun, large et pluraliste »



Entretien réalisé par Aurélien Soucheyre

Le mouvement Ensemble !, qui a très majoritairement voté en faveur d'un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle de 2017, souhaite développer un cadre commun sans intégrer La France insoumise.

Entretien.

42% des militants d'Ensemble se sont exprimés pour un soutien à Jean-Luc Mélenchon tout en souhaitant poursuivre la construction d'un large rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologiste. 30% ont voté pour une participation plus directe à la campagne du candidat de la France Insoumise. Enfin, 25% ont considéré que la situation n'était pas mûre pour se prononcer en faveur d'un candidat. Que démontre selon-vous ce vote ?

Clémentine Autain. Au total, 72%, soit plus de deux tiers de notre organisation, a voté pour soutenir Jean-Luc Mélenchon. Sur ce point essentiel, c'est un vote franc et net. La candidature de Jean-Luc Mélenchon incarne aux yeux des Français une gauche distincte du bilan de Hollande et Valls, une gauche qui est porteuse de ruptures avec le néolibéralisme, une gauche de transformation sociale et écologiste.

Nous ne voulons pas d'un scénario mortifère avec plusieurs candidatures issues de la gauche d'alternative. Je pense même que nous pouvons nous fixer un objectif ambitieux avec Jean-Luc Mélenchon : celui d'être en tête de la gauche.

Comment les militants d'Ensemble souhaitent-ils mener campagne avec la France Insoumise ?

Clémentine Autain. Suite au vote, nous avons tenu à valider une motion commune à l'ensemble de notre mouvement. Celle-ci nous engage concrètement dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon que nous voulons mener dans un cadre commun, large et pluraliste, intégrant toutes les forces soutenant cette candidature : la France insoumise, Front commun, mais aussi, s'ils le décident, ce que j'espère vivement, le PCF et des courants écologistes.

Une rencontre devrait avoir lieu de façon imminente entre la France insoumise et Front commun (appel de citoyens et militants d'horizons divers qui souhaitent soutenir Jean-Luc Mélenchon sans intégrer la France insoumise-NDLR), afin que les mouvements politiques qui entendent soutenir cette candidature puissent trouver leur place dans cette campagne. Des propositions concrètes sur la Charte politique (proposée aux candidats pour les législatives-NDLR) et la place des partenaires devraient être avancées.

Ensemble souhaite-t-il travailler au programme qui sera porté par Jean-Luc Mélenchon ?

Clémentine Autain. Bien sûr ! Mais quand on compare le programme l'Humain d'abord du Front de gauche en 2012 et celui de l'Avenir en commun de la France insoumise pour 2017, ce qui frappe, c'est la grande proximité des projets. Sur l'essentiel, ce qui est défendu relève du même arsenal programmatique. Il est évident que si de nouvelles forces s'impliquent, elles doivent pouvoir l'enrichir ou discuter d'éventuels bougés. Je ne dis pas qu'Ensemble est d'accord avec tout mais honnêtement, je ne crois pas que les embûches et difficultés potentielles se nichent là...

Ensemble s'est exprimé pour la présidentielle et aussi pour les législatives ?

Clémentine Autain. Nous avons adopté une feuille de route pour les législatives. Nous nous battons pour construire des candidatures unitaires partout où cela est possible, en rassemblant toutes les forces qui veulent une politique de gauche en opposition à l'orientation du gouvernement actuel. Nous chercherons à éviter la division de la gauche de transformation sociale et écologiste.

C'est pour nous absolument déterminant.

Nous estimons que l'éclatement de nos forces serait tout à fait dramatique pour la famille politique que nous représentons ensemble. Nous entendons également poursuivre notre rôle de passerelle avec les socialistes dissidents, les écologistes, les mouvements sociaux, intellectuels, culturels critiques, les espaces citoyens... Chacun voit bien que nous allons vers de grandes recompositions politiques. Ensemble sera acteur du large rassemblement nécessaire pour affronter les droites dures et ouvrir l'espoir.

Que pensez-vous du risque d'élimination de la gauche dès le premier tour de la présidentielle ?

Clémentine Autain. Bien sûr, nous aurions voulu que notre candidature à la présidentielle rassemble plus largement encore. Mais force est de constater qu'EELV aura son propre candidat, et que les socialistes critiques jouent le jeu de la primaire avec le risque de soutenir in fine un candidat issu de la ligne gouvernementale. Notre vote reflète la prise en compte de cette réalité. L'échiquier politique comme le débat d'idées se polarisent aujourd'hui à droite toute. Nous avons besoin d'une gauche mordante, avec de l'odeur et de la saveur, pour renouer un lien de confiance avec les milieux populaires et la jeunesse. Nous n'allons quand même pas laisser le profil révolutionnaire à Emmanuel Macron et chercher notre sauveur parmi les anciens ministres de l'ère Hollande !

Même si nous avons des débats voir des divergences sur la méthode ou sur certains partis pris de Jean-Luc Mélenchon, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel : l'état des rapports de force sociaux et politiques dans le pays, qui ne sera pas le même si nous faisons un bon score en 2017 ou si nous sommes dans les choux. Nous avons donc besoin d'un projet et d'un candidat qui plante le drapeau de cette gauche franche dans le pays, contestant le pouvoir du capital, le productivisme, visant l'égalité et la démocratie. C'est cette gauche-là que nous avons la responsabilité de faire grandir.

Aurélien Soucheyre
Journaliste

l'Humanité.fr

VI) Fillon-Juppé : le match des programmes économiques

Par Marine Rabreau



A gauche Alain Juppé à droite François Fillon Crédits photo: Martin Bureau

LE SCAN ÉCO - François Fillon affrontera Alain Juppé au deuxième tour de la primaire de la droite et du centre. Chômage, impôts, comptes publics, compétitivité, retraites, fonction publique... Le point complet sur leurs programmes économiques.

Leurs visions sont similaires: renouer avec la croissance et le plein emploi, et restaurer l'autorité de l'État, sur la base d'un programme économique libéral assumé. En revanche, l'application de ces objectifs communs diverge parfois, le projet de François Fillon étant sensiblement plus «dur» que celui d'Alain Juppé, notamment sur le temps de travail, les fonctionnaires, la TVA et les retraites. Le Scan Éco fait le point détaillé sur les programmes économiques des deux candidats qui s'affronteront au deuxième tour de la primaire de la droite et du centre.

Emploi

• Chômage et allocations:

François Fillon veut plafonner les allocations chômage à 75% du salaire de référence, et les rendre dégressives «afin que l'indemnisation chômage permette un vrai retour à l'emploi», et que le système social ne «favorise plus l'assistantat au détriment de l'activité».

Alain Juppé axe ses propositions sur la mise en place d'un contrôle réel de la recherche active d'emploi et veiller à ce que les indemnités chômage soient effectivement suspendues en cas

de recherche insuffisante ou de refus d'emploi.

• **Cap sur l'apprentissage et formation professionnelle:**

Pour François Fillon «les formations délivrées en France sont en inadéquation avec les besoins du tissu économique». Il faut «généraliser l'apprentissage dans l'enseignement professionnel (en lycées professionnels et en centres de formation)», «permettre aux apprentis de passer plus de temps en entreprise».

Alain Juppé veut «rendre plus fréquente la présentation de métiers au sein des établissements, dès le collège». D'une manière plus générale, il envisage de mettre en place un système d'évaluation systématique des formations professionnelles dont bénéficient les demandeurs d'emploi et les salariés.

• **Travail indépendant:**

François Fillon veut (ré)encourager l'autoentrepreneuriat en «supprimant les contraintes législatives posées par la loi Pinel de janvier 2015», et en ramenant à 16 ans l'âge minimum pour devenir autoentrepreneur. Il souhaite réformer «radicalement» le RSI (régime sociale des indépendants), améliorer la protection sociale des indépendants, et créer une Caisse de Protection des Indépendants. Objectif: passer «a minima de 500.000 à 1 million d'emplois indépendants».

Alain Juppé entend «alléger les charges de 2 milliards d'euros pour les travailleurs indépendants». Pour lui, il faut «mettre fin aux dysfonctionnements inadmissibles du RSI» et laisser le choix entre l'affiliation au RSI ou au régime général aux assurés.

Droit du travail

• **Temps de travail:**

François Fillon veut supprimer la contrainte des 35 heures et laisser les salariés et chefs d'entreprise négocier librement la durée de travail hebdomadaire dans la limite des 48 heures posée par le droit européen. Il entend donner le dernier mot aux salariés dans l'entreprise en cas de blocage du dialogue social, grâce à un référendum décisionnaire.

Alain Juppé veut lui aussi supprimer la durée légale de 35 heures et faire que chaque entreprise

fixe la durée du travail dont elle a besoin dans le cadre d'une négociation. À défaut d'accord, la durée applicable dans l'entreprise pourra être portée jusqu'à 39 heures.

• **Code du travail:**

François Fillon entend relever les seuils sociaux dans les entreprises de 10 à 50 et de 50 à 100 salariés. Il veut «recentrer le code du travail sur les normes sociales fondamentales, qui ne représentent qu'environ 150 pages sur 3 400. Renvoyer tout le reste à la négociation au niveau de l'entreprise ou des branches et instaurer le référendum d'entreprise en cas de blocage du dialogue social».

Alain Juppé veut aussi lever les verrous liés aux effets des seuils sociaux et faire que la fusion des organes de représentation devienne la règle sauf si un accord d'entreprise en décide autrement.

Compétitivité des entreprises

• **Impôts et charges sur les sociétés**

François Fillon veut «baisser immédiatement (dès le 1er juillet 2017, NDLR) de 50 milliards d'euros les charges et impôts sur les entreprises, en donnant la priorité à la baisse des prélèvements pesant sur le coût du travail». Le candidat veut «réduire le taux de l'impôt sur les sociétés (actuellement de 33,3%, NDLR) de façon à nous aligner sur les pays européens (en moyenne à 23%, NDLR)». Pour financer une telle politique de l'offre, «le seul moyen» pour lui est d'«augmenter les deux taux supérieurs de la TVA sans toucher au taux de base s'appliquant aux produits de première nécessité». Il promet également de «réduire les délais de paiement à 30 jours pour les PME.

Alain Juppé parle lui de créer un dispositif «zéro charge employeur» au niveau du smic, dégressif jusqu'à 1,8 smic, en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement existants et alléger de 10 milliards d'euros supplémentaires les cotisations sociales famille payées par l'employeur. Il souhaite lui aussi faire «converger le taux d'imposition des sociétés vers la moyenne européenne, en le fixant à 24% pour les PME et à 30% le taux pour les autres entreprises.

Impôts des ménages français

• **Impôt sur le revenu et ISF**

François Fillon envisage de «refondre la fiscalité du capital en instaurant une taxe forfaitaire modérée sur tous les revenus du capital et en supprimant l'ISF». Côté impôt sur le revenu, il ne considère pas une baisse «comme une priorité absolue».

Alain Juppé propose d'alléger l'impôt sur le revenu pour les familles de 2 milliards d'euros. Lui aussi veut supprimer l'ISF, au 1er janvier 2018, «dans le cadre d'une harmonisation fiscale avec l'Allemagne», éventuellement en «ajustant la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu». «Je veillerai à transformer les dispositifs favorables de l'ISF-PME et de «l'ISF dons» en réductions d'impôt sur le revenu pour un coût identique», a-t-il précisé dans une interview aux Echos.

• Hausse de la TVA

Pour financer les allègements d'impôts et charges sur les sociétés, **François Fillon** va augmenter la TVA de deux points pour le taux normal et le taux intermédiaire, dès le 4^e trimestre 2017. Les taux réduits et super-réduits resteront inchangés.

Alain Juppé, lui, veut procéder à une hausse d'un point de la TVA.

• Droits de succession

François Fillon veut permettre une suspension du paiement des droits de succession sur les outils de production tant que la cessation des parts n'est pas effective.

Pour **Alain Juppé**, l'abattement en cas de donation à un héritier en ligne directe sera porté à 150.000 euros lorsque l'héritier a moins de 40 ans, et le délai entre deux donations raccourci à dix ans afin de soutenir la transmission des patrimoines vers les jeunes générations.

Retraite

• Âge légal de départ à la retraite

François Fillon veut reporter, «pour sauver le régime général des retraites», l'âge légal de la retraite à 65 ans. L'évolution de l'espérance de vie sera prise en compte dans l'ajustement de l'âge légal de départ en retraite.

Alain Juppé envisage lui aussi de décaler l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans dès 2018.

• Système de retraite

Si **François Fillon** veut mettre en place un étage de retraite par capitalisation, du type PERCO/PERP «pour apporter un complément au système par répartition», **Alain Juppé** entend assurer la sauvegarde de notre système de retraites par répartition».

Comptes publics, fonction publique

• Economies budgétaires et baisse des effectifs dans la fonction publique

François Fillon prévoit de fournir un effort de l'ordre de 100 milliards d'euros en cinq ans pour redresser les finances publiques (avec l'objectif de passer de 57% à 50% de dépenses publiques par rapport au PIB) et amorcer le désendettement (qu'il voit à 95% du PIB en 2022). Pour ce faire, il entend réduire les effectifs dans la fonction publique, de 500.000 personnes. Cette réduction concernerait tous les ministères sauf dans les fonctions régaliennes de l'État (défense, police, justice...). Il veut augmenter le temps de travail de 35 heures à 39 heures, et ce, en un an.

Alain Juppé veut, lui, réaliser 85 à 100 milliards d'euros d'économies sur la dépense publique en cinq ans, en baissant les effectifs de la fonction publique de 250.000 à 300.000 postes, au moyen du non-remplacement ciblé des départs à la retraite. Lui aussi veut appliquer l'augmentation du temps de travail à la fonction publique et faire qu'il y ait des négociations, comme dans le secteur privé, entre employeurs et représentants des fonctionnaires.

• Salaires des fonctionnaires

François Fillon veut mettre en place une politique salariale de revalorisation dans le secteur public, en recyclant une partie des économies réalisées du fait des suppressions d'emplois. Il veut «revoir les automatismes de déroulement des carrières», «veiller à récompenser le mérite»

Alain Juppé veut simplifier le régime de rémunération des fonctionnaires «pour accroître la part de la rémunération relevant de la performance» et «faciliter les mobilités au sein des administrations et entre fonctions publiques».

• Retraite

François Fillon veut faire converger les règles de calcul entre régimes publics et régime privé. La retraite des fonctionnaires devra donc être

calculée sur les 25 meilleures années de leur carrière, comme c'est le cas pour les salariés du privé. En contrepartie, leurs primes devront être intégrées à la pension de retraite.

Alain Juppé veut aussi faire converger les systèmes de retraite public et privé. Il entend «affilier au régime général et aux caisses de retraite complémentaire les fonctionnaires des trois fonctions publiques (d'Etat, hospitalière, territoriale) recrutés à partir de 2018».

Pour comparer les programmes globaux des deux candidats, consultez le comparateur du Figaro.fr.

La rédaction vous conseille

Les réponses des candidats à la primaire à vos questions sur l'emploi

LE FIGARO · fr

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com